



www.energy-for-africa.fr

Salon International de l'Énergie et du Pétrole en Afrique (SIEPA)

Dakar - Sénégal - mardi 11 & mercredi 12 juin 2019



Plus de 300 participants se sont retrouvés à Dakar les 11 et 12 juin à la 17^{ème} édition du SIEPA pour un vaste tour d'horizon du secteur énergétique dans un contexte porteur où la région a engagé une véritable mobilisation générale pour le développement accéléré des énergies de demain en Afrique.

L'édito



*par Jean-Pierre Favennec & Serigne Dieye
Présidents de l'ADEA & de l'ASDEA*



Rencontre annuelle incontournable des acteurs clé de la scène énergétique en Afrique de l'Ouest, plus de 300 décideurs, académiques, représentants de l'industrie, du monde de la finance, de la société civile et politique, ont débattu ensemble deux jours durant de la situation énergétique, à moins de trois ans de la mise en production des nouveaux gisements offshore du Sénégal et de la Mauritanie. La dynamique porteuse du développement des ressources énergétiques se conjugue avec la

mise en place des infrastructures. Ceci permet d'envisager d'atteindre dans moins d'une décennie dans plusieurs pays l'un des objectifs clé de développement du millénaire, l'accès généralisé à l'électricité.

Le SIEPA 2019 a également été un carrefour particulièrement riche d'échanges et de contacts pour plus de 300 congressistes représentant plus de 15 pays, notamment grâce au vaste espace d'exposition où une vingtaine de sociétés du secteur ont présenté leur savoir-faire, leurs moyens techniques et humains.

Parmi les faits marquants du SIEPA

2019, la grande attention portée au contenu local, facteur de succès essentiel qui permettra de traduire le développement des nouvelles ressources énergétiques en développement, des capacités et compétences locales - ressources humaines, éducatives et économiques. Le contenu local doit cependant être ciblé sur les domaines choisis et porteurs de dynamique pour le futur et l'après-pétrole.

La forte présence étudiante, cette année encore, avec des délégations plusieurs écoles, souligne aussi la mise en place de nouvelles filières >>>

➤ académiques autour du pétrole et du gaz, avec à la clé des débouchés en termes d'emplois liés à la construction de tout un éco-système de métiers locaux spécifiques - assurances, logistique, hôtellerie et restauration, immobilier et communication.

La création de l'institut national du pétrole et du gaz -INPG - à Dakar est un autre exemple fondamental démontrant une coopération profonde attendue entre les sociétés de l'énergie et la société civile en permettant l'émergence de nouvelles compétences techniques souhaitées par les acteurs de l'énergie.

Le Sénégal et la Mauritanie se préparent pour l'entrée en production de nouveaux gisements de pétrole et de gaz à l'horizon 2022. La présence au SIEPA de nombreux acteurs du secteur comme Petrosen, la SAR, la Sénélec, Senstock, Total, BP, Elton, Senstock, SAIPEM ... témoignent également de l'émergence en cours

de toute la région de l'Afrique de l'Ouest.

Le SIEPA 2019 a également accueilli le Secrétaire permanent adjoint du Comité d'Orientation Stratégique Pétrole et Gaz - COS PETROGAZ, structure rattachée à la Présidence de la République du Sénégal, afin de garantir une coordination optimale entre les différents ministères et acteurs de l'énergie, au moment où ce pays s'apprête à rejoindre le club des grands pays producteurs de gaz et de pétrole de l'Afrique. Le COS a grandement favorisé la mise en place d'une architecture efficace pour mieux coordonner acteurs, moyens et investissements pour conduire la transition énergétique du Sénégal.

À noter également la présence d'un nouvel acteur du raffinage en Afrique, avec DANGOTE.

La construction d'une raffinerie de 650 000 barils/jour adossée à un complexe pétrochimique à Lagos au Nigéria, signale-t-elle le renouveau de la situation du raffinage en Afrique de l'Ouest ? Ce projet important permettra la fabrication en Afrique de produits pétroliers d'excellente qualité. Car le pétrole a encore un rôle important à jouer dans le développement de l'Afrique au niveau des transports et des modes de cuisson propres avec le GPL.

Le conseiller du Président de la République, Boubacar Mbodj ainsi que le secrétaire permanent adjoint du COS Pétrogaz, Mamadou Fall Kane, ont tous deux encouragé l'ASDEA et l'ADEA à renforcer leur mission d'information sur des sujets qui font débat et à jouer un rôle plus important dans la préparation et formalisation d'indicateurs de suivi sur le contenu local au Sénégal ■



SIEPA : Session d'ouverture

Ouvrant la 17^e édition du SIEPA à Dakar, Serigne Dieye, président de l'ASDEA et Jean-Pierre Favennec, président de l'ADEA, ont retracé l'historique du SIEPA, qui a acquis une réputation de rendez-vous incontournable des acteurs et parties prenantes du secteur de l'énergie en Afrique.

« Au seuil de l'arrivée de pétrole et de gaz, l'Afrique subsaharienne compte aujourd'hui plus de 600 millions de personnes sans accès à l'électricité, et malgré l'important développement des moyens de production et de distribution, en 2050 il restera probablement autant de personnes privées de cet accès, en raison de la très forte croissance démographique en cours. Les défis à relever pour assurer le développement et la transition énergétiques restent nombreux », a souligné Serigne Dieye, président de l'ASDEA.

Jean-Pierre Favennec, président de l'ADEA, a retracé l'historique



du SIEPA, créé en 2002 avec le soutien des autorités sénégalaises. Le Sommet de l'Énergie en Afrique, pièce majeure du SIEPA, permet de traiter de tous les aspects de l'énergie et de renforcer les synergies.

M. Vincent Toussaint, pour l'Ambassade de France, et M. Saliou Seck, pour l'Ambassade de Grande-Bretagne ont témoigné leur soutien au développement énergétique du Sénégal par la participation à plusieurs projets ➤

➤ concrets dans le domaine des énergies renouvelables.

M. Pape Mademba Bitéye, directeur Général de la Sénélec, a souligné comment le gouvernement du Sénégal s'est doté d'un ensemble d'instruments favorisant le développement rapide du secteur énergétique.

M. Jean-Pierre Favennec a prononcé la Conférence inaugurale du SIEPA, « l'Energie dans le Monde et en Afrique ». Il a notamment souligné le plafonnement des investissements énergé-

tiques mondiaux à 1 800 milliards de dollars par an, ainsi que le plafonnement de l'accroissement des capacités mondiales d'énergies renouvelables à + 180 GW en 2018, comme en 2017, soit 60 % seulement de l'accroissement nécessaire pour se mettre sur une trajectoire permettant de limiter la hausse du réchauffement à +2°C d'ici à la fin du siècle. Jean-Pierre Favennec a rappelé que la consommation moyenne par habitant en Afrique Subsaharienne était de 0,1 Tep contre 6,5 Tep

aux Etats-Unis et 3,4 Tep par personne et par an en Europe.

S'agissant de l'accès à l'électricité en Afrique Subsaharienne, actuellement de 40% en moyenne, certains pays comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Kenya et la Tanzanie mettent en place les moyens de parvenir à une situation d'accès généralisé d'ici à une décennie ou deux, estime Jean-Pierre Favennec.

À cet objectif crucial, s'ajoute celui de l'accès aux combustibles de cuisson propres ■

Perspectives pétrolières et gazières

Alors que les préparatifs pour la mise en production des champs gaziers de Grand Tortue au large de Saint Louis et du champ de Pétrole SNE en mer à 100 km au sud de Dakar vont bon train, plusieurs acteurs poursuivent leurs activités d'exploration et d'évaluation sur cette vaste zone considérée comme l'une des « hotspots » de l'industrie du pétrole et du gaz. Plusieurs blocs d'exploration sont encore en phase d'exploration initiale sur une vaste zone offshore qui comprend aussi la Gambie et la Guinée.

Mamadou Faye, Directeur Général de Petrosen a fait le point sur l'évolution des découvertes pétrolières et gazières depuis 2018. Le projet de développement Sangomar SNE dont les réserves recouvrables sont estimées à 600 millions de barils de pétrole et 1,3 TCF de gaz associé et non associé, verra les travaux de développement commencer fin 2020 pour une mise en production en 2022.

En ce qui concerne le projet gazier de Grand Tortue qui se situe au large des côtes de Saint Louis à cheval sur la frontière entre le Sénégal et la Mauritanie, la phase 1 va se déployer pour une mise en production en 2022. Ce projet représente des investissements de 16 milliards de dollars avec une participation de 10% de Petrosen aux côtés de BP et Kosmos.

Les études se poursuivent sur les phases 2 et 3 du projet. Il est aujourd'hui envisagé un profil de production qui culminerait à 10 Mt/an de GNL.

En exploration, le Sénégal a ouvert de nouveaux blocs offshore à des profondeurs comprises entre 2 000 et 2 500 m de profondeur et l'ultra pro-



fond s'ouvre également aux entreprises.

L'offshore du Sénégal et notamment la zone du MSGBC reste globalement sous-exploquée avec un potentiel important qui reste à évaluer.

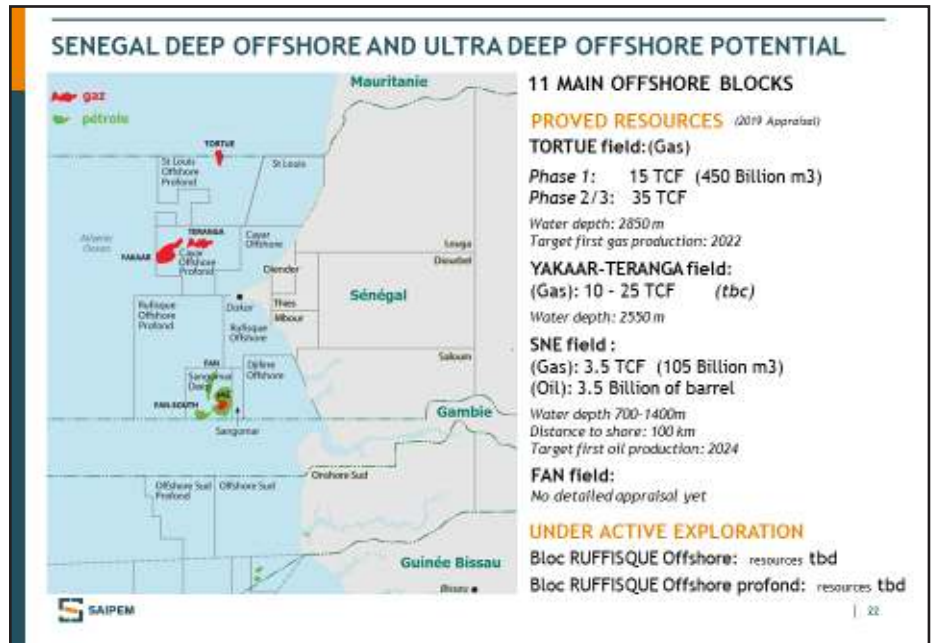
M. Dieng de Woodside a développé les aspects sociétaux du projet SNE avec un programme de consultation des populations afin de dialoguer et répondre aux attentes de toutes les parties prenantes. Ainsi l'étude d'impact environnementale et sociale comprend des moyens de communication audio-visuelle dans plusieurs langues.

Mme Gogne Seye a pour sa part rappelé la présence de FAR au Sénégal depuis 2006 et l'historique de l'exploration qui a mené aux découvertes de 2014 (Fan 1 et SNE 1). Depuis, 12 autres forages ont été réalisés au large du Sénégal et de la Gambie, devenue zone d'activité d'exploration intense pour toute l'industrie.

Eric Bonnin, Directeur Général de Total E&P Sénégal a souligné le fait que Total était le seul groupe pétrolier à miser et investir directement sur des blocs non encore explorés au large du Sénégal. Total est le premier opérateur offshore en

➤ Afrique, a rappelé M Bonnin, soulignant également l'importance de la RSE dans ses opérations, notamment en phase exploration. Total souhaite contribuer au renforcement des capacités des institutions publiques, étatiques, administratives du Sénégal. Total est le premier contributeur à la création de l'INPG (Institut National du Pétrole et du Gaz) avec une contribution de plusieurs millions de dollars.

Enfin, Eric Hansen, Directeur de Développement de Saipem France, a présenté les aspects techniques des installations qui seront déployées pour la phase I du projet Grand Tortue qui sera réalisé avec le concours de nombreuses sociétés de service : MacDermott-BakerHughes pour les installations sous marines (ombilicaux, têtes de puits), Technip-FMC pour



le FPSO qui séparera le gaz et les liquides, Golart pour la mise en place d'un FLNG (Floating Liquefied Natural Gas) qui produira 2,5 MT/an de GNL dans la première

phase. Le FLNG sera protégé par un port artificiel construit à 10 km au large de Saint-Louis. Ce port artificiel (breakwater) sera construit par Saipem Offshore et Eiffage. Le port artificiel, d'une superficie de six hectares, abritera donc un terminal de liquéfaction et de chargement. Sa construction nécessite le renforcement du sol sous marin par des cailloux qui seront transportés depuis des carrières en Mauritanie et la construction et l'assemblage de caissons fabriqués à Dakar chaque caisson étant l'équivalent d'un immeuble de quinze étages... Ce projet sera à 40% contenu local. Les premières tonnes de GNL seront produites en 2022. Une attention toute particulière au contenu local fait partie de l'approche du projet à tous ses stades ■

2019 – An industry hotspot, increased activity

- Cairn/ConocoPhillips join FAR 2013
- FAN and SNE discoveries 2014
- FAN South and SNE North discoveries 2017
- 7 successful SNE appraisal wells drilled over 2015/16/17
- Senegal JV invested ~US\$1bn to date
- Major gas discoveries made in 2015, 2016, 2017 by Kosmos and partners
- BP farm-in to Kosmos acreage introduces a large IOC to the basin
- CNOOC farm-in to Impact acreage in AGC March 2017
- Total awarded ROP block May 2017, PETRONAS farm in 2018
- BP awarded block A1, The Gambia May 2019

Stellar Energy Advisers stated 'The SNE discovery saved African exploration'



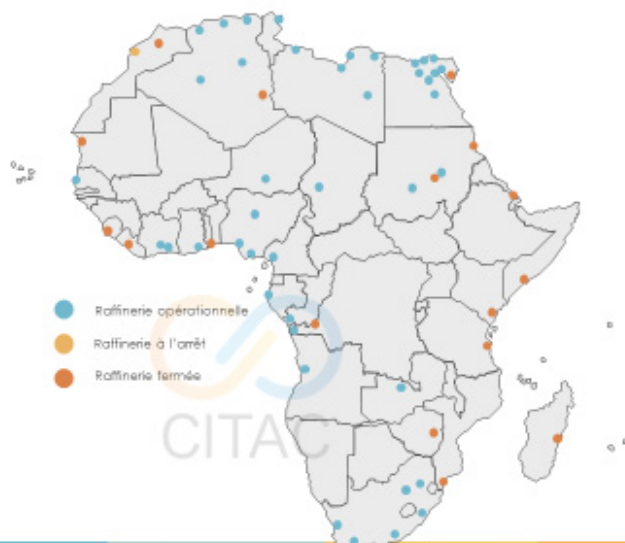
Session n°3 L'aval pétrolier

Le paysage de l'aval pétrolier de l'Afrique Sub-saharienne est à la croisée des chemins avec d'une part des raffineries dans l'ensemble de petite taille et vétustes et une demande en forte croissance sur le moyen et long terme.

La fourniture de produits pétroliers répondant aux spécifications internationales les plus avancées est un défi important.

Selon James McCullagh, directeur exécutif de Citac, il y a aujourd'hui en Afrique subsaharienne 23 raffineries, y compris les unités de production de carburants synthétiques en Afrique du Sud. Ces dernières années, 18 raffineries ont été fermées, pour la plupart converties en terminaux d'importation. Certaines raffineries comme la SAMIR au Maroc sont

Evolution et caractéristiques du parc de raffinage africain



arrêtées alors qu'elles disposent d'équipements de conversion. Tout récemment, l'explosion de la raffinerie de la SONARA au Cameroun qui venait de bénéficier de modernisations importantes vient compliquer la situation. La mise en service récente de très grandes raffineries

d'exportation comme celle de Jeddah (400 000 b/j) en Arabie Saoudite ou celle de Reliance en Inde (1 200 000 b/j de capacité totale) qui proposent des produits aux normes environnementales avancées viennent peser sur la compétitivité des raffineries du continent africain ■

Dangote : un nouvel entrant majeur dans le paysage du raffinage en Afrique

• Présentation par M. Babajide A Soyode, conseiller technique du Président de Dangote

La nouvelle raffinerie Dangote en cours de construction va bouleverser la donne.

Le conglomérat nigérian Dangote compte mettre en service d'ici 2021 une raffinerie majeure dans la zone franche de Lagos. D'une capacité de 650 000 barils/jour (32 Millions de tonnes/an) cette raffinerie sera adossée à une activité pétrochimique de premier plan.

L'ingénieur Babajide A. Soyode a communiqué sur l'avancement de la construction de cette raffinerie unique de par son importance en Afrique de l'Ouest.

Les travaux sont bien avancés déployés simultanément sur plusieurs fronts. Mr Soyode a présenté un film montrant les travaux de construction d'une jetée artificielle comprenant une série de quais destinés à recevoir les équipements nécessaires à l'assemblage des unités de la raffinerie. L'approvisionnement de la raffinerie se fera par mer avec 2 SBM (single buoy mooring) dimen-



sionnés pour recevoir des VLCC à 20km des côtes. La raffinerie Dangote pourra traiter toute une palette de bruts nigériens et/ou importés.

La production de la raffinerie sera évacuée majoritairement par route avec la construction de 86 baies de chargement permettant l'acheminement de 75% de la production de la raffinerie.

Sur les 150 réservoirs prévus, 80 sont déjà pratiquement achevés. La production pourra également être acheminée par mer au moyen de trois SBM installés à dix km des côtes.

L'économie de la raffinerie sera assurée par sa présence en zone franche économique.

Avec le nouveau complexe pétrochimique Dangote à Lagos, un nouvel acteur émergent prépare la transformation profonde du paysage du raffinage en Afrique de l'Ouest, ce qui représente un signal fort et positif quant au renouveau possible de cette industrie à moyen-terme.

Selon Mohamed Seck, secrétaire général de l'ASDEA et directeur général de SAHEL Distribution, le Sénégal doit faire face à un développement constant de la consom-

» mation nationale, avec un accroissement attendu de 400 000 T/an d'ici 2025.

Parallèlement, la production de la SAR est totalement absorbée par le marché. M. Seck plaide pour un plan national incluant une révision de la structure de prix et des marges afin de favoriser l'investissement dans les stockages intermédiaires, l'extension et la modernisation des infrastructures, notamment de la raffinerie de la SAR et le renouvellement du parc automobile trop vétuste et polluant.

Hamady Sy, Directeur général de Total Sénégal, a présenté l'ancrage local de Total, en tant que l'un des principaux distributeurs pétroliers du Sénégal, dont l'emblème fondamental est la station-service. Total trans-

forme ses stations-service en véritables lieux de vie, animées par des équipes locales compétentes avec un souci permanent de la sécurité et du service. La station-service Total comprend ainsi une palette de produits et services, intégrant l'offre de carburants de qualité, réparations sur place, lieux de restauration et pauses pour les automobilistes et leurs familles. L'ancrage local de Total se retrouve aussi bien dans l'offre de plats locaux ou dans l'introduction en bourse de Total Sénégal dont le capital est aujourd'hui à 30% composé d'actionnaires locaux.

Serigne M'boup, Directeur général de la SAR, a confirmé la première phase des extensions des capacités de la raffinerie de Da-



kar de 1,2 à 1,7 Mt/an puis dans une deuxième phase à 3,5 Mt/an avec des produits répondant aux spécifications nouvelles en particulier en matière de teneur en soufre.

M Mboup a plaidé pour l'instauration d'une autorité de régulation pour l'aval pétrolier au Sénégal, « autorité de régulation, gendarme, interlocuteur doté d'une autorité institutionnelle » ■

L'entretien **Les orientations énergétiques du Sénégal**

Entretien entre Mamadou Fall Kane, secrétaire permanent adjoint du COS Petrogaz (Comité d'Orientation Stratégique du Pétrole et du Gaz) et Jean-Pierre Favennec, Président de l'ASDEA.

Directement rattaché au Président de la République, M. Macky Sall, le Comité d'Orientation Stratégique a une mission triple : conseil auprès du Président, appui au gouvernement sur les projets énergétiques, et suivi de la mise en œuvre de la politique touchant aux activités de développement des ressources naturelles pétrolières et gazières. Le COS a un rôle d'impulsion et de pilotage mais ne se substitue pas au rôle des ministères. C'est une structure inclusive qui comprend également des représentants de l'Assemblée nationale, du CESE ainsi que les ministères concernés en première ligne par le développement pétrolier et gazier - Ministère du Pétrole et de l'Energie, Ministère des Finances, Ministère des Forces Armées, Ministère de l'Environnement Suite à une décision récente, le COS sera ouvert à l'opposition et à la société civile.

« Depuis trois ans beaucoup a été fait pour le renforcement de la gouvernance du secteur, a souligné Mamadou Fall Kane. Il faut maintenant parachever ce cadre ce qui permettra au secteur d'être encore plus attractif et transparent. Le contenu local est également un enjeu majeur du développement des projets pétroliers et gaziers. Notre approche est d'identifier les activités liées au développement des ressources où le Sénégal peut fournir les services seul, celles qui doivent être assurées en Joint-venture avec des sociétés internationales, et enfin les secteurs où les activités sont totalement ouvertes aux fournisseurs spécialisés étrangers (comme la construction de FPSO). Quant à l'utilisation de la production future, M. Fall a précisé que le gaz sera en très grande partie exporté sous forme de GNL

mais il est prévu qu'une part ira alimenter les centrales électriques nationales. Enfin, en raison des conditions du marché du gaz, relativement déprimées, la phase 1 du projet Tortue n'atteindra qu'un niveau de rentabilité interne relativement faible, de l'ordre de 6%, les phases II et III pourraient atteindre de 10 à 12% a indiqué M. Fall Kane.



« En matière de contenu local, nous avons regardé le cas de différents pays pour trouver la voie propre au Sénégal. Une loi sur la répartition des revenus tirés des ressources sera incessamment votée pour s'assurer d'un meilleur développement induit avec une priorité au développement du capital humain. Nous mettons en place une politique responsable qui s'inscrit dans le long-terme », a souligné M. Fall Kane. L'emploi local est un axe fondamental. Le socle pour remporter un emploi c'est la qualification qui passe par une formation de qualité. D'où la création de l'Institut National du Pétrole et du Gaz. Toute une génération d'ingénieurs pétroliers et de techniciens vont être formés dès maintenant à l'INPG. L'ASDEA et l'ADEA devront jouer un rôle dans ce sens ■

Le rôle des traders et des financiers

Mme Safietou Diallo, conseillère technique du directeur général de la Senelec, a présenté le financement de son entreprise par voie d'un grand emprunt obligataire qui a permis de lever 38 milliards de FCFA pour une grande partie auprès des institutionnels (banques, assurances, organismes de retraite), 20% auprès des Grandes entreprises, et 9 % auprès du Grand Public.

Mme Diallo a souligné la nécessité d'un plan de financement à vingt ans. « Il nous faut envisager d'aller chercher ces financements sur les marchés financiers internationaux et régionaux, a-t-elle indiqué car la viabilité financière de la Senelec est menacée par le cycle vicieux de l'endettement ».

Mme Marie Odile Sene Kantoussan de la société CGF Bourse a présenté l'ensemble des services financiers proposés aux sociétés du secteur énergétique. Une large palette de solutions de financement existe dans le contexte du marché régional de l'UEMOA.

CGF Bourse propose une expertise multi-métiers pour l'accompagnement financier des entreprises avec des solutions sur mesure que ce soit au travers de syndication bancaire, titrisation des créances, émissions d'actions et obligations, emprunts



ou introduction en bourse. L'introduction en bourse de 33 % du capital de Total Sénégal est un exemple récent d'accompagnement réussi.

M. Mohamed Ndao, Directeur Général OKAPI Energy Group a expliqué le rôle stabilisateur des

traders dans la filière énergétique : intermédiaires de toute la chaîne pétrolière, ils favorisent les ajustements entre l'amont et le raffinage et/ou entre le raffinage et les distributeurs. Leur rôle principal est de connecter acheteurs et vendeurs ■

Le défi du développement des capacités

Point central du Plan Sénégal Emergent, le développement de l'électricité, se concrétise par l'extension du réseau de production et de transport et par le développement de solutions décentralisées hors réseau dans les zones éloignées du réseau centralisé actuel.

Avec une puissance totale installée de 1249 MW, le parc de centrales actuel comprend 143MW de solaire, 75 MW d'hydroélectricité, selon M. Saidou Soumare, Chef du dé-



partement planification de la Senelec. Plusieurs projets sont en cours, afin de répondre à une demande qui va doubler entre 2018 et 2022. La disponibilité globale est de 84,5 %. Les projets en cours comprennent à la fois des conversions au gaz de centrales fioul, des IPP solaires (143 MW), la construction de la centrale charbon de Sendou (125 MW). Il y aura une baisse spectaculaire des coûts actuellement de 81FCFA/Kwh à 58, FCFA/Kwh d'ici 2026, souligne M. Soumare. M. Apho MAIGA, Directeur technique

de la SOGEM, a présenté les projets d'extension de centrales sur le fleuve Sénégal par l'OMVS (Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal). Avec la centrale de Manantali (200 MW) mise en route en 1988 et le complexe de Félou, l'OMVS contribue à 40-50 % des besoins du Mali en électricité, 20 à 30% des besoins de la Mauritanie et 10-12% des besoins du Sénégal. Les futures centrales de Kaléta (48 MW) et Gouina au Mali (35 MW) prévues entrer en service mi-2020, et Malicounda (IPP) en janvier 2021, permettront



d'accroître considérablement la puissance installée de l'OMVS, qui reste une référence de coo-

pération réussie dans la CEDEAO. La Commission de Régulation du Secteur de l'Electricité prend en compte les intérêts des consommateurs et des producteurs, notamment la fourniture à un coût raisonnable, et l'accès au réseau dans les zones rurales, a indiqué M. Amadou WATT. La CRSE œuvre dans ce sens avec le dégroupage, favorisant l'accès de tiers au réseau, saisissant les opportunités du WAP. Parallèlement à la régulation tarifaire avec une meilleure harmonisation des tarifs, une attention particulière se porte sur le contrôle technique du réseau ■



table ronde **Énergies renouvelables aujourd'hui et demain**

Le Sénégal a de bons atouts pour assurer son développement avec le concours des énergies renouvelables, à commencer par l'hydro-électricité et le solaire.

Selon M Mahamadou Diakité de l'OMVS il s'agit également de se diversifier davantage. Ainsi l'OMVS met l'accent sur le potentiel de la biomasse (bagasse, jatropha). Pour M. Djiby Ndaye, DG de l'ANER (Agence Nationale des Energies Renouvelables), les énergies renouvelables doivent aider à alléger le travail des femmes et favoriser les activités économiques localement que ce soit dans la transformation et la conservation des produits agricoles, la transformation des produits halieutiques, la couture. C'est ainsi que le déploiement de séchoirs solaires, d'équipements de conservation du lait



avancent avec l'aide notamment d'ONG spécialisées comme Enda Energie. Parallèlement, l'ANER travaille avec la Senelec sur les questions d'auto-production et d'auto-consommation d'électricité photovoltaïques désormais autorisées.

La part des ENR dans le mix énergétique du Sénégal va augmenter avec notamment des projets IPP de 125 MW pour l'éolien, 121 MW pour le solaire et 75 MW pour l'hydraulique. La sensibilisation des populations est au cœur des activités de l'ANER ■

Contenu local & société civile

table ronde

L'empreinte sociétale et la responsabilité environnementale des acteurs engagés dans le développement des ressources énergétiques est de nos jours un aspect central de préoccupation et de débat entre les parties prenantes.

M. Serge Bouiti-Viaudo, Directeur Général de SBV Consulting a présenté le cadre juridique de la RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises) dont fait partie le contenu local. Le référentiel existe sous forme de guides des bonnes pratiques.

Mustapha Fall a ainsi présenté l'ITIE - Initiative pour la transparence dans les industries extractives - outil de diagnostic et de suivi des revenus tirés de l'exploitation des ressources naturelles.

Le Sénégal a prévu une loi qui établira les règles et les obligations en termes de contenu local et de transparence. Le contrat d'exploitation des ressources naturelles sera systématiquement publié.

Mme Ayana McIntosh Lee, Vice Présidente Communication et Relations extérieures de BP Sénégal et Mauritanie, a présenté la démarche de BP en matière de RSE et de Contenu Local sur le projet gazier Grand Tortue. BP a une approche volontariste en matière



d'emploi local, de formation aux métiers associés aux opérations pétrolières et gazières et d'achats et de respect de l'environnement.

« Nous sommes à un stade initial d'une présence qui sera au minimum de 30 ans pour la phase I. Le contenu local sera bénéfique d'abord pour l'économie sénégalaise et mauritanienne mais également pour BP. BP est également partenaire dans l'INPG qui représentera un vivier de techni-

ciens et opérateurs », a indiqué Mme McIntosh Lee.

M. Jean-Martin Jampy, directeur associé de la société ISAO, a souligné la dimension sécurité des opérations en matière d'exploitation de ressources énergétiques. Conseil établi au Sénégal depuis 20 ans, il propose aux entreprises une approche globale et intégrée des questions de sûreté notamment sur les dimensions Business intelligence, Sûreté et Gestion des Risques ■



Le Salon International de l'Énergie et du Pétrole en Afrique a cette année encore été un vaste espace d'échanges d'informations et de savoir-faire des entreprises et sociétés de services présentes, transformant ainsi ces deux journées en un carrefour privilégié pour échanger idées et solutions et nouer des contacts d'affaires utiles.







Contacts

- Jean-Pierre Favennec - président de l'ADEA - 33 (0)6 08 49 19 15
jpfavennec@yahoo.fr
- Serigne Momar Dieye - président de l'ASDEA - 221 77 569 12 33
serigne.dieye.pro@gmail.com
- Philippe H. Lambert - vice président de l'ADEA - 33 (0)6 07 36 56 33
philippehlambert@gmail.com